



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Forte-mobilisation-contre-le-redemarrage-des>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°69 > **Forte mobilisation contre le redémarrage des centrales belges**

26 août 2016

## Forte mobilisation contre le redémarrage des centrales belges

**Fissures, actes de sabotage, vieillissement... Les centrales belges cumulent les avaries, mais le gouvernement veut les faire fonctionner à tout prix. La contestation s'organise.**

Les centrales belges de Doel et Tihange, gérées par une filiale d'Engie, n'ont rien à envier à Fessenheim et au Tricastin. Alors que Doel 1 et 2 ont atteint leur limite d'âge, fixée à 40 ans, une loi votée in extremis a prolongé leur fonctionnement pour dix années supplémentaires.

Quant à Doel 3 et Tihange 2, elles ont été arrêtées pendant près de deux ans suite à la découverte sur leurs cuves de "microfissures" (dont certaines atteignaient 18 cm de long !). L'AFCN (autorité de sûreté nucléaire belge) a autorisé leur redémarrage à l'automne 2015. Dès lors, pannes, fuites et incendies se sont enchaînés.

S'abritant derrière le feu vert controversé de l'AFCN, le gouvernement agite la menace du black-out et taxe les critiques d'"idéologiques". Mais ce passage en force n'est pas apprécié. L'association Nucléaire Stop Kernenergie a lancé une action en justice contre le redémarrage de Doel 3 et Tihange 2, suivie par les villes néerlandaise et allemande de Maastricht et Aix-la-Chapelle, qui ont déposé un recours devant le Conseil d'État. Les ministres allemandes et luxembourgeoises de l'Environnement ont protesté publiquement contre ce "rafistolage".

Plus de 1 150 000 personnes ont déjà signé une pétition lancée par Avaaz demandant une étude d'impact transfrontalière et l'arrêt des centrales. Les associations Bond Beter Leefmilieu et Inter Environnement Wallonie ont également introduit un recours devant le Conseil constitutionnel belge pour faire annuler la loi de prolongation.

La prise de conscience du gouvernement viendra-t-elle de la menace terroriste ? Juste après les attentats de Bruxelles, un important dispositif policier a été déployé près des centrales et une partie des agents ont été évacués. La menace est loin d'être théorique : comme l'ont montré les perquisitions, la cellule terroriste de Molenbeek surveillait de près les allées et venues du chef du Centre d'Études Nucléaires de Mol. Des cas de radicalisation parmi les agents et sous-traitants de Doel et Tihange avaient déjà été relevés. Et en août 2014, Doel 4 avait déjà été victime de sabotage.

Le coupable travaille peut- être toujours sur les lieux...

**Charlotte Mijeon**